

Il était une fois, le bloc occidental

Zouhir MEBARKI

26 mars
2015

Fissures. Le bloc occidental n'est plus ce qu'il était.



Chaque jour, il s'effrite un peu plus. Des petits blocs se forment sur des dossiers différents mais toujours avec le même point commun. Le dernier dossier qui fait apparaître au grand jour les divergences occidentales est celui de la Syrie.

John Kerry, le secrétaire d'Etat étasunien, a pris de court tout le monde, dimanche dernier, en annonçant l'intention de son pays de négocier avec le président syrien, Bachar al Assad. Il n'en fallait pas plus pour que, le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, et son Premier ministre, Manuel Valls, sortent de leurs gonds et crient presque à la trahison. Pour un peu, ils gronderaient Kerry. Enfin, si les Etats-Unis n'étaient pas cette puissance bien plus supérieure que les Etats d'Europe réunis. Ils ont tout de même marmonné qu'il était hors de question d'envisager « une solution politique tant que Bachar al Assad restera et John Kerry le sait (*sic*) » a déclaré, lundi dernier, Valls sur le plateau de Canal +. Il n'a pas pu se retenir comme après la visite, il y a quelques jours, d'un groupe de parlementaires français en Syrie, où ils ont été reçus par Bachar al Assad. L'initiative a été vivement critiquée par d'autres milieux français.

Avec moins de gesticulations, le Premier ministre britannique, David Cameron, rejoint son homologue français dans son « opposition » aux États-Unis. Et pour cause. En août 2012 et alors que l'adoption d'une résolution « à la libyenne » sur la Syrie par le Conseil de sécurité était définitivement bloquée par la Russie et la Chine, l'alliance franco-britannique, sur ce dossier, menaçait, malgré tout d'intervenir militairement contre la Syrie. Sans l'aval de personne. Le jeu « à se faire peur » aura duré, tout de même, une année, soit jusqu'en août 2013 où le Parlement britannique a refusé à Cameron l'autorisation d'intervenir militairement en Syrie. Suivi, peu de temps après, par le Congrès étasunien. Restée seule, la France a baissé le ton.

C'est toute cette « frustration » qui vient d'exploser après les propos de Kerry sur la légitimité du chef de l'Etat syrien. L'argumentaire français est biscornu. Fabius déclare ne pas remettre en cause les institutions syriennes mais il ne veut pas de Bachar al Assad comme chef de l'Etat. La démocratie et la volonté du peuple syrien ne sont pas ses soucis. Même son de cloche à Londres, pour qui « Assad n'a pas sa place dans l'avenir de la Syrie ». Réponse étasunienne très subtile. John Kerry précise sa pensée après la levée de boucliers franco-britanniques : « Bachar al-Assad ne ferait jamais partie des négociations », a-t-il rassuré. Comme pour l'Iran, ce ne sont jamais les chefs d'Etat qui s'assoient à la table des négociations. Ils envoient leurs représentants. C'est-à-dire leurs institutions. Ainsi, tout le monde trouve son compte.

Mais au-delà de cette forme de répliques à fleurets mouchetés, le fond du problème est la dislocation du front occidental sur la gestion des grands conflits qui agitent la planète. On le constate, notamment dans le conflit israélo-palestinien avec l'existence de deux Etats (palestinien et israélien) prônée par les Etats-Unis et une majorité des Etats européens. Jusqu'au Congrès étasunien dont une partie, parmi les républicains, s'oppose à la

Maison-Blanche. On le voit dans le nucléaire iranien où les négociations qui avaient démarré en multilatéral se déroulent entre les Etats-Unis et l'Iran uniquement. L'Europe n'est plus à la table.

L'autre grande fissure est le refus de Washington de participer dorénavant à des opérations militaires terrestres à l'étranger. Ajouté au verrouillage russo-chinois du Conseil de sécurité, le tout a déjà fait sauter en éclats le bloc occidental. Un nouvel échiquier mondial se met en place. Il ne manque que l'accord sur le nucléaire iranien. A la fin de ce mois !

Zouhir MEBARKI

»» <http://www.lexpressiondz.com/edito/212721-il-etait-une-fois-le-bloc-oc...>